

Causeries
entre
Michel et Marianne



Projet 2018-2019 :

**« L'Europe en
danger ? »**



*Nous vous proposons, à travers ce journal ; **Causeries entre Michel et Marianne**, de mettre en évidence le destin croisé de nos deux nations et leurs quotidiens depuis des temps reculés jusqu'à aujourd'hui. Cette tâche nous permettra sans doute de mieux nous connaître et surtout d'appréhender le regard de l'autre.*

Notre démarche pourrait se résumer ainsi :

« Regard croisé entre hier et aujourd'hui »

« L'Europe en danger ? »

Pour cette année 2019, il nous a semblé judicieux de consacrer notre 3^e numéro au thème de l'Europe. Cette année est en effet celle de la sortie du Royaume-Uni de l'UE, des élections européennes et du *Traité d'Aix-la-Chapelle*...

Par ailleurs il y a urgence !

L'Union européenne résistera-t-elle aux prochaines échéances qui auront lieu les 23 et 26 mai 2019 ?

L'exacerbation des nationalismes, la montée des tensions entre partenaires, les changements sociétaux liés à notre surconsommation d'informations et à leur afflux, trop souvent sans distance critique, doivent nous interroger. Tout ce vertige peut parfois provoquer la volonté de faire table rase des constructions et des accords qui ont mis plusieurs décennies à s'élaborer. La perte de vue de l'épaisseur de l'histoire est certainement l'une des raisons du vacillement actuel de l'Europe.

Ayant fait le constat que tout va trop vite nous allons donc prendre un peu de temps. Dans ce nouveau numéro, nous nous sommes concentrés sur un choix limité de thèmes même si d'autres mériteraient également, en cette période mouvementée, d'être traités...

En outre, il nous a semblé intéressant de dépassionner certains débats au sujet de l'UE qui sert trop souvent de responsable toute trouvée de nos moindres maux.

Une autre injonction nous paraît nécessaire : au cours de notre travail il nous a semblé indispensable de crier haut et fort que nos hommes politiques ont un devoir de vérité auprès de nous, leurs concitoyens qu'ils prétendent protéger. On sait que la démagogie ne mène nulle part. Elle ne fait qu'entraîner vers le chaos les peuples supposés défendus. Le *Brexit* en est la parfaite illustration. Combien de Britanniques regrettent-ils aujourd'hui leur choix ? Alors que les mêmes démagogues qui leur ont promis monts et merveilles ne sont plus là aujourd'hui pour proposer des solutions concrètes.

Dans la mesure où l'Europe est une vision elle ne peut que décevoir, soit les plus engagés car elle n'avance pas assez vite, soit les plus sceptiques car elle est déjà allée trop loin. Pourtant regardons un peu derrière notre épaule pour constater l'extraordinaire chemin qui a été parcouru depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Au regard de toutes ces avancées, ça vaut parfois la peine d'être patient.

Yohann Bordeaux

Voici les thèmes des différents articles que nous vous proposons :

- I. L'Europe, de 1945 à nos jours
- II. Les couples franco-allemands qui ont traversé cette histoire
Lia, Anna, Johanna
- III. Une Europe à géométrie variable *ou dit autrement* à plusieurs vitesses
Milena, Gina
- IV. L'image de l'Europe depuis l'étranger
Alma, Julia, Luzie
- V. Les relations tumultueuses entre l'Europe et les Etats Unis
Leon, Frederik, Elias
- VI. Le Brexit : Pourquoi les britanniques sont-ils sortis de l'UE ?
Julius, Dorothea, Marvin
- VII. La Pologne dans l'Union européenne : Son positionnement par rapport à l'UE
Laura, John, Lester
- VIII. La montée des nationalismes en Europe : L'union des extrêmes est-elle possible ?
Camilla, Anne
- IX. Existe-t-il une fracture entre l'Est et l'Ouest de l'Union européenne ?
- X. Qu'est-ce que l'UE a apporté à l'Europe de l'Est ?
Clemens, Julian, Lennart
- XI. Quelles frontières pour l'Union européenne ?
- XII. La Turquie et l'Union européenne
Gina. Estella. Tabea

Notre équipe...



...au travail !

L'Europe, de 1945 à nos jours

Quelques moments clés :

1945 :

Fin de la Seconde Guerre mondiale. **Comment peut-on éviter une nouvelle guerre à l'avenir et construire une paix durable ?** L'Allemagne et la France ont traversé de trop nombreux conflits. Il faut envisager une intégration européenne : une relation pacifique entre l'Allemagne et la France qui pourrait également associer d'autres Etats d'Europe.

1949 :

23 mai : Fondation de la RFA (République fédérale d'Allemagne).

7 octobre : Fondation de la RDA (République démocratique allemande).

1950 :

9 mai : **Robert Schuman** élabore un plan avec **Jean Monnet**.

1951 :

Traité de Paris et fondation de la **CECA** (Communauté européenne du charbon et de l'acier).

1957 :

Traité de Rome et fondation de la **CEE** (Communauté économique européenne).

1973 :

Élargissement vers le Nord (Intégration du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark).

1979 :

Juin : Première élection directe des députés du Parlement européen.

1981 :

Adhésion de la Grèce.

1989 :

Chute du mur de Berlin.

1992 :

Traité de Maastricht et début de l'**Union européenne** (UE).

1995 :

Élargissement de l'Union européenne et mise en place des **accords de Schengen**.

L'Autriche, la Finlande et la Suède adhèrent à l'UE le 1^{er} janvier. Depuis cette date, on parle de « l'Europe des 15 ».

2002 :

Introduction de l'Euro le 1^{er} janvier dans 12 des 15 pays membres de l'UE.

2004 :

Elargissement de l'Union européenne avec 10 nouveaux Etats (Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie). C'est « l'Europe des 25 ».

2007 :

Elargissement de l'Union européenne et application du **Traité de Lisbonne**. La Bulgarie et la Roumanie adhèrent à l'UE.

2013 :

Adhésion de la Croatie.



L'histoire de l'Europe :

Tout commence avec Europe...

Εὐρώπη, la fille du roi Agénor et de la reine Téléphassa, est une figure de la mythologie grecque. Très belle, Zeus tombe forcément amoureux d'elle. A cause de la jalousie de sa femme Héra, Zeus doit se cacher et se transformer en taureau. Il demande ensuite de l'aide à Hermès qui conduit un troupeau de vaches près d'Europe sur une plage. Elle monte ensuite sur Zeus qui l'emmène en nageant loin du rivage jusqu'à l'île de Crète. Le couple y aurait eu trois enfants : Minos, Rhadamanthys et Sarpédon.



Les origines : de la reconstruction...

La Seconde Guerre mondiale avait laissé un énorme désastre en Allemagne. La France et l'Angleterre faisaient partie des puissances victorieuses, mais elles avaient aussi été affaiblies par la guerre et sévèrement amoindries économiquement. En 1947, George Marshall a élaboré un plan de reconstruction de l'Europe, l'ERP plus connu sous le nom de **Plan Marshall**. Ce plan aida énormément l'Europe de l'Ouest et en particulier l'économie Ouest-Allemande à se redresser.

...à la construction européenne

Le charbon et l'acier étaient des ressources essentielles d'une société industrielle mais aussi des matières premières nécessaires pour la fabrication d'armes. La **CECA** fut ainsi initiée. Il s'agissait de mettre en commun ces deux productions. Puis en 1957 les relations économiques s'intensifièrent avec la création de la **CEE**. Les pays fondateurs furent la France, la RFA, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Italie.

Une construction qui se transforme en Union

La date à retenir est 1992. Ce fut le moment de la signature du **Traité de Maastricht** et la naissance de l'**UE** avec son drapeau et la création de la citoyenneté européenne.

Le début des critiques

Les critiques disent que l'UE est devenue confuse avec l'élargissement de 15 à 25 États membres. Elle compte aujourd'hui 28 membres (2018). Les débats deviennent souvent interminables et les disputes difficiles à dénouer.

Les acteurs de la construction :

Jean Monnet

Monnet est considéré comme l'un des pères fondateurs de l'Europe et est à ce titre appelé « **le père de l'Europe** ». Il n'a jamais été politicien mais pendant les deux guerres mondiales il dirigea la coordination de la production industrielle en France et au Royaume-Uni. A la libération il était le commissaire général au plan du gouvernement français et a été le principal inspirateur de la déclaration de Schuman. Il fut également le premier président du comité exécutif de la CECA.



Robert Schuman

Il est né au Luxembourg. Il est devenu citoyen français après la Première Guerre mondiale. Au cours de la Deuxième Guerre mondiale il entra dans la résistance. Il a été un éminent juriste et ministre français des Affaires étrangères de 1948 à 1952. Il a subi la double influence de la France et de l'Allemagne et il s'est engagé sur la route de **l'amitié franco-allemande**. Avec Jean Monnet, Robert Schuman est considéré comme l'un des pères fondateurs de l'unification européenne. En collaboration avec Monnet il élaborait le **plan Schuman** qu'il présenta le **9 mai 1950**. **On fait souvent remonter le début de la construction européenne à ce jour!**



Le plan Schuman :

Le plan Schuman proposait de placer sous **une autorité commune** les **productions du charbon** et de **l'acier**, essentielles à l'industrie d'armement. *Privés* du contrôle de cette production, les pays n'avaient plus les moyens de se faire la guerre ; **une nouvelle guerre était ainsi devenue matériellement impossible**.

Schuman a informé le chancelier allemand **Konrad Adenauer** de son plan. Les gouvernements belge, italien, luxembourgeois et néerlandais manifestèrent également leur intérêt. Les six pays signèrent à Paris l'accord instituant la Communauté économique du charbon et de l'acier en avril 1951. **C'est donc par un acte de paix que commença l'histoire de l'Europe!**

Les couples franco-allemands qui ont traversé cette histoire

Charles de Gaulle et Konrad Adenauer (1958-1963)

- La période 1958-1963 est une période importante pour les relations franco-allemandes.
- Le **14 septembre 1958**, le chancelier allemand rencontre le président français à **Colombey-les-Deux-Eglises**, puis à **Bad Kreuznach**. Leurs visions convergent sur de nombreux points.
- Le **9 septembre 1962** à **Ludwigsburg** de Gaulle prononça (en allemand !) un discours dans lequel il s'adressait à la jeunesse allemande.
- Le **22 janvier 1963**, les deux chefs d'Etats signent ensemble à Paris le **Traité de l'Elysée** qui officialise la coopération entre la France et l'Allemagne et marque la réconciliation des deux pays.

Georges Pompidou et Willy Brandt (1969-1974)

- **Décembre 1970** : Création officielle du **GIE Airbus Industrie** qui associe le français de l'aérospatiale à plusieurs sociétés allemandes de l'aéronautique.
- Plusieurs **lycées franco-allemands** sont créés en 1972.

Valérie Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt (1974-1981)

- **6-8 septembre 1978** : Le président Valéry Giscard d'Estaing et le chancelier Helmut Schmidt jettent les bases du **système monétaire européen** (SME) pour resserrer la coopération de la politique monétaire entre les pays de la Communauté européenne.

François Mitterrand et Helmut Kohl (1982-1995)

- Le **20 janvier 1983** est prononcé par le président François Mitterrand un discours historique devant les députés du Bundestag qui soutient la décision allemande de déployer sur son sol des missiles américains de moyenne portée face aux SS-20 soviétiques.
- Le **22 septembre 1984**, François Mitterrand et Helmut Kohl sont main dans la main devant l'ossuaire de **Douaumont** lors d'une commémoration de la Première Guerre mondiale.
- Les 17 et 18 septembre 1990 eut lieu le dernier sommet franco-allemand avant la réunification du 3 octobre.
- Mitterrand annonce le retrait des forces françaises stationnées en Allemagne depuis 1945, les dernières partiront en 2008.
- Le 2 octobre est créée la chaîne de télévision franco-allemande **Arte**.

Jacques Chirac et Gerhard Schröder (1995-2005)

- Le **10 juillet 2000** : Création de la société **EADS** (European Aeronautic Defence and Space Company) regroupant les industries aéronautiques des deux pays.
- Le **1^{er} janvier 2002** : Mise en circulation officielle des pièces et billets en **Euros** dans douze pays européens.
- Dans un entretien avec le chancelier Gerhard Schröder, le président Jacques Chirac salue le rôle de la coopération franco-allemande dans le succès de l'Euro.
- Le **22 janvier 2003** devient officiellement la « **journée franco-allemande** ».

Nicolas Sarkozy et Angela Merkel (2007-2012)

- En 2011, le couple franco-allemand multiplie les initiatives pour sauver l'Euro, consacrant sa prééminence sur les instances européennes. Il fait adopter le 8 décembre le **projet de pacte budgétaire européen**.

François Hollande et Angela Merkel (2012-2017)

- François Hollande a rencontré à de nombreuses reprises la Chancelière allemande Angela Merkel. Néanmoins, lors du sommet européen, les 28 et 29 juin, les deux dirigeants ont campé sur leurs positions concernant la mutualisation de la dette et les « Eurobonds » rejetés par l'Allemagne.
- La suppression des classes bilingues et les divergences de vues en ce qui concerne la crise migratoire ont affaibli le couple franco-allemand.

Emmanuel Macron et Angela Merkel (2007- aujourd'hui)

- Le **22 janvier 2019** la Chancelière allemande ainsi que le président français signent le **traité de coopération franco-allemand d'Aix-la-Chapelle** qui vise à approfondir la coopération bilatérale entre la France et l'Allemagne. Les deux dirigeants semblent convaincus de la nécessité de donner un nouveau souffle à la construction européenne.
- Ce texte illustre le fait que dans plusieurs domaines, notamment la politique internationale, la sécurité et la défense, les vues franco-allemandes ont tendance à se rapprocher de manière croissante.

Une Europe à géométrie variable ou dit autrement à plusieurs vitesses



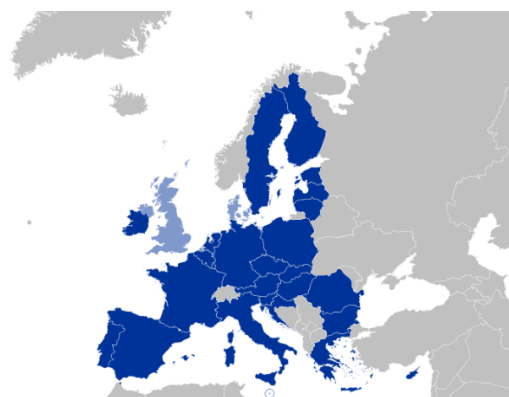
Le symbole de l'Euro est un € jaune avec deux barres qui représentent la stabilité et un arrière-plan bleu. Les couleurs bleu et jaune sont également celles du drapeau européen.

19 des 28 pays de l'Union Européenne ont adopté l'Euro. Les neuf pays qui n'ont pas cette monnaie sont la République Tchèque, la Pologne, le Danemark, la Croatie, la Suède, la Roumanie, la Hongrie et bien évidemment le Royaume-Uni.

Le sigle **PESCO** signifie : « Permanent Structured Cooperation » ou « Coopération structurée permanente ».

Il s'agit d'une association de 25 Etats membres de l'UE qui souhaitent soutenir une coopération dans le domaine de la sécurité et de la défense au sein de l'UE. Les pays membres mettent en œuvre des projets communs de défense.

Il s'agit en grande partie de s'affranchir de la tutelle ou du moins de l'influence américaine.



L'**Eurocorps** est un corps armé dont participent plusieurs Etats de l'Union européenne : la France, l'Espagne, la Belgique, le Luxembourg et l'Allemagne. Ces nations sont appelées *nations cadres*. La tâche principale est de fournir des forces armées pour les missions de l'UE et celles de l'OTAN.

Erasmus est un programme qui soutient les étudiants de l'UE qui veulent faire une année d'étude à l'étranger dans un pays membre. Il y a cependant 5 autres pays de l'UE qui en font partie : la Norvège, l'Islande, le Liechtenstein, la Suisse et la Turquie. Depuis 30 ans, le nombre d'étudiants participant à ce programme augmente. Aujourd'hui on compte plus de 1,5 millions d'étudiants chaque année.



L'**Euro** en débat :

<u>Aspects positifs</u>	<u>Aspects négatifs</u>
- Les entreprises peuvent commercer plus facilement à travers les frontières	- Les exportations vers d'autres pays ont diminué de 46 % à 37 %
- L'Euro permet d'éviter les changements de douanes et les risques	- Les pays en situation de crise sont plus libres de leurs faits et gestes sans l'Euro
- Cette monnaie permet de stabiliser l'économie et de protéger certains pays en cas de crise - Il n'y a pas de coûts pour changer de l'argent pour les voyageurs - Il est plus aisé de comparer les prix entre les pays	- La stabilité européenne semble actuellement en danger en partie à cause de l'Euro - Les <i>Steuerzahler</i> (contribuables) ont le sentiment de beaucoup trop payer pour les pays en crise ou en déficit

Le 14 décembre 2017, le Conseil européen a tenu une assemblée et a ainsi donné le signal de départ pour la **Pesco**.

Pesco regroupe un total de 25 Etats de l'UE. Il s'agit de tous les États membres, à l'exception du Danemark, du Royaume-Uni et de Malte. 17 projets de démarrage sont déjà prévus. Parmi eux un commandement médical européen. Contrairement à de nombreuses accusations, la **Pesco** n'est pas destiné à concurrencer l'OTAN, mais plutôt à la soutenir et à la compléter. L'Europe veut aussi montrer qu'elle est prête à prendre ses responsabilités.

L'**Eurocorps** a son siège à Strasbourg et compte près de 60 000 soldats. Seules l'Allemagne et la France ont participé à la création de l'Eurocorps en 1992 en tant qu'États-cadres. Puis la Belgique a suivi, l'Espagne et enfin le Luxembourg. L'Eurocorps est ouvert à tous les États membres de l'UE et aux États associés à l'OTAN. Le 29 novembre 1995, l'Eurocorps était déclaré opérationnel pour la première fois. Sa première mission eut lieu dans les Balkans en 1998 pour renforcer le quartier général de la KFOR. A partir de 2004, de nombreux appuis ont suivi en Afghanistan. Enfin, l'Eurocorps participe à des missions de formation et d'éducation au Mali et en République Centrafricaine.

Les étudiants allemands qui veulent participer au programme **ERASMUS** reçoivent 200€ par mois. Ce programme dispose d'un total de 450 millions d'€ par an.

La France dispose juste de 163 à 196 millions d'€ et les étudiants français reçoivent 150 à 390€ par mois en fonction des cas.

Au total cette année 40 089 étudiants allemands sont partis étudier à l'étranger et 40 910 étudiants français. Les pays qui ont un rôle actif dans ce programme sont surtout l'Allemagne, la France, l'Espagne, le Royaume-Uni, la Suède et l'Italie.

L'idée d'une armée européenne

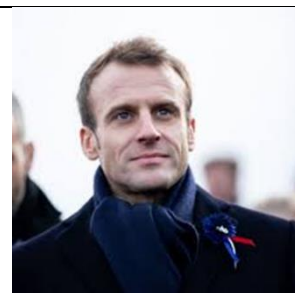


« President Macron of France has just suggested that Europe build its own military in order to protect itself from the U.S., China and Russia. Very insulting, but perhaps Europe should first pay its fair share of NATO, which the U.S. subsidizes greatly! »

Donald J. Trump (@realDonaldTrump) 9. November 2018

Voici la réaction de **Trump** sur l'idée d'une armée européenne. Il apparaît que Trump ne soit pas un défenseur de cette initiative. Mais comment l'idée d'une armée européenne est-elle née et qui est impliqué dans cette idée ?

Emmanuel Macron est à l'origine de cette idée. Macron a annoncé le 6 novembre 2018 dans une interview retransmise à la station de radio Europe 1 qu'il est convaincu que l'Europe ne pourrait pas se défendre suffisamment sans une véritable armée européenne. Il parlait spécifiquement de la défense contre la Russie et la Chine. Il a justifié sa déclaration en disant que l'on ne pouvait plus compter sur les États-Unis. Dans le même temps, Macron appelle l'Europe à devenir plus indépendante des États-Unis. Comme on peut le voir avec la citation ci-dessus, Trump a pris cette déclaration de façon très offensante.



Quelques jours plus tard, **Merkel** a commenté également l'idée de Macron. Le 13 novembre 2018, Angela Merkel a demandé devant le Parlement européen à Strasbourg de travailler sur la vision d'une VRAIE armée européenne. Mais quels sont les avantages d'une armée européenne ? Et quels sont les inconvénients ou les obstacles liés à cette idée ? Pour répondre à ces questions, voici un aperçu des principaux arguments pour et contre.

Points positifs

- Emmanuel Macron souhaite faire le plus possible de choses pendant que Merkel est encore chancelière de l'Allemagne.
- On est inquiet face à la Russie, la Chine et maintenant les États-Unis.
- L'Europe ne peut plus vraiment compter sur les États-Unis.
- On pourrait couvrir différents secteurs dans différents pays. Les gens auront le sentiment de faire partie de quelque chose de très grande.
- L'Europe pourra mieux contrôler l'immigration.

Points négatifs

- À cause du *Brexit* beaucoup de force militaire (du Royaume-Uni) se retrouveront en dehors de l'UE.
- La création de l'armée européenne va encore prendre de nombreuses années.
- Tous les pays n'ont pas les mêmes buts pour cette armée ni les mêmes ennemis : À quoi sert une armée européenne si l'on n'est pas en accord sur la diplomatie et les opérations à mener ?
- Il faut une coordination de tous les pays.
- Il y a des pays qui sont contre une armée européenne parce qu'ils privilégient des solutions nationales.

L'idée d'une **armée européenne** est donc généralement positive. Toutefois, le tableau montre également que la mise en œuvre est difficile. Cela est dû, par exemple, au fait qu'il faut créer des nouvelles lois valables pour tous. Il reste encore beaucoup de chemin à parcourir avant que l'armée européenne ne soit prête, mais l'Allemagne et la France en particulier s'en tiennent à cette idée et veulent aborder ce projet ensemble afin de renforcer l'Europe.



L'image de l'Europe depuis l'étranger

Dans l'Union européenne il y a aujourd'hui 28 pays membres, mais demain ils ne seront plus que 27. Les Européens ont des opinions très différentes sur l'Europe. Et ailleurs, que pensent-ils de nous ?

Donald Trump : « C'est quoi l'Europe ? »



Il y a deux ans, les citoyens des Etats-Unis ont voté pour un nouveau président. A partir de ce moment-là, **Trump** a tenté de mener une ingérence dans la politique européenne. Sa première visite à travers l'Europe a été un désastre.

A Bruxelles, il s'est interrogé sur le rôle de l'**OTAN** et il a même accusé l'Allemagne et d'autres pays pour leur

absence de dépenses militaires. En Grande-Bretagne il a beaucoup critiqué la stratégie du *Brexit* de Theresa May tout en expliquant que c'était une très bonne chose que les Anglais sortent de l'UE. Lors du sommet de l'**OTAN**, il a déclaré que l'immigration en Allemagne devenait incontrôlable. Annamie Bendt a repris le 13 juillet 2018 des propos de Donald Trump selon lesquels « **l'UE est son plus grand ennemi.** »

Mais plus généralement ; que pensent les américains de l'Europe :

Lors d'un sondage (mentionné par le *Bild* et daté du 20 mai 2014), dans lequel on demandait à plusieurs américains ce qu'ils pensent de l'UE, près des $\frac{3}{4}$ (73,56 %) ont répondu qu'ils ne savaient pas où est situé le siège du Parlement européen. Huit sur dix ne savaient pas combien il y avait d'Etats membres dans l'UE. La Slovaquie et la République tchèque leurs sont inconnues. 16,64 % croient que la Grande-Bretagne n'est pas un membre de l'UE.

Et l'Afrique dans tout ça ?

En gros on ne peut pas résumer toutes les opinions de tous les pays africains, parce que l'Afrique a 54 pays et par ailleurs, c'est le deuxième continent le plus peuplé. L'Afrique du nord (**Algérie** et **Lybie**) a plutôt un avis favorable au sujet de l'UE, mais les Algériens plus âgés *détestent* la France à cause de la colonisation. Par contre les jeunes s'intéressent au foot, à la musique et à la télé de l'Europe. Les Africains de l'Ouest s'intéressent peu à l'Europe ou à l'UE car ils ont d'autres problèmes. Dans le sud et le centre de l'Afrique c'est très mélangé. Quand on voyage en **Ethiopie** les habitants sont très gentils et bien disposés, mais ils ont peu confiance en les personnes blanches (européens en particulier) à cause de leur histoire. Au **Zimbabwe** et en **Zambie** les populations ont une image positive de l'UE, mais pas forcément au sein du *ZANU-PF*, un parti politique du Zimbabwe. En **Afrique du Sud** le ressentiment contre les blancs est fort, pour de nombreuses raisons, même si les Africains blancs ont une vision positive de l'Europe, sauf peut-être pour le Royaume-Uni.

Pour résumer on peut dire que l'opinion des Africains dépend beaucoup de la région, de l'histoire du pays et de l'âge des personnes. Pour beaucoup d'habitants **l'Europe est un continent très loin** qui n'influe pas beaucoup sur leur vie quotidienne et ils ont parfois du mal à placer l'Europe sur une carte. Néanmoins ils ont une vision plutôt positive de notre système d'éducation, de santé et beaucoup aimeraient avoir le même niveau de vie que les Européens.

La vision de quelques chinois :

De nombreux Chinois **perçoivent l'Europe comme une multitude d'États**. Les citoyens européens sont perçus différemment en Chine en fonction de leur pays. La qualité allemande est écrite en majuscules. Par ailleurs, beaucoup de Chinois considèrent que les Européens sont riches. D'autres critiquent l'indifférence des Allemands à l'égard de leurs propres problèmes socio-politiques.

Les opinions des profs dans notre *Ecole* :



Le lycée Pierre Trudeau de Barleben

Nous sommes une école internationale. Nous avons donc plusieurs professeurs qui viennent de l'étranger. Pour comparer leurs avis avec les opinions de leurs pays respectifs nous leur avons demandé pourquoi ils avaient fait le choix de l'Europe et quel est leur avis sur l'Union européenne.

Notre enseignante de chinois par exemple, qui s'appelle **Madame Li**, est venue en Europe, parce qu'ici les études ne sont pas très onéreuses et son ami lui

a proposé de le suivre. Leurs familles et amis restés en Chine ont une **opinion très positive de notre continent**. Par contre, un point qui semble poser problème à notre professeure est la longue distance qui la sépare de son pays. Malgré tout Madame Li dit qu'elle veut rester ici et qu'elle est satisfaite avec l'Union européenne.

Dans notre école on peut aussi apprendre le Russe. La femme qui fait ces cours s'appelle **Madame Gorskih**. Elle est arrivée en Europe à cause de sa famille. Ses amis trouvent cette décision bonne et ils pensent que **l'Europe est un partenaire très important pour la Russie**. En plus, elle aime l'idée de l'UE et trouve magnifique que tous les citoyens puissent voyager comme ils le souhaitent et qu'il n'y a **plus de frontières**. Cependant elle critique le fait que l'Europe ne respecte pas toujours les besoins de la Russie. A la question s'il y a quelque chose qu'elle n'aime pas dans l'UE elle a répondu que **l'idée de l'UE ne fonctionne pas toujours** par exemple en ce qui concerne l'équivalence des diplômes.

Monsieur Kotzmann, notre professeur de géographie et de biologie, organise chaque année un voyage au Maroc. On lui a demandé ce que les Marocains pensaient de l'Europe. Il nous a répondu que beaucoup de personnes parlaient français et allemand et ont déjà travaillé en Europe. Ces derniers ont surtout une vision positive de l'UE. Mais Monsieur Kotzmann a signalé que cette vision ne concernait que les personnes qu'il avait rencontrées et qu'on ne pouvait certainement pas généraliser.

L'opinion de mon correspondant américain de 16 ans :

Ally O'Malley, une fille de Nokomis dans l'Illinois, nous a écrit (le 13.09.2018) que selon elle **les Européens ont une meilleure santé, des meilleurs chefs d'États qu'eux et qu'ils sont ordinaires**. Les Européens produisent aussi de son point de vue beaucoup **moins de déchets** que les Américains.

Qu'en pensent les taïwanais ? Mon oncle nous rapporte ces quelques informations :

L'Europe comprend de nombreuses cultures traditionnelles. C'est pourquoi beaucoup de Taïwanais aiment faire des voyages en Europe et visiter plusieurs points historiques. Ils **admirent aussi notre très haut niveau de vie**, pensent que l'Europe est sophistiquée et trouvent **la diversité du continent intéressante**. L'UE est à leurs yeux un moteur économique important. Par contre les Taïwanais semblent avoir un point de vue beaucoup plus critique au sujet du *Brexit*.

Les clichés et les aspects positifs autour de l'Europe :

De nombreux pays ont l'opinion que **l'Union européenne a beaucoup d'aspects positifs** et ils les estiment. Quelques aspects positifs sont par exemple la monnaie unique et les frontières qui sont ouvertes. En plus ils considèrent que les pays européens trouvent souvent rapidement des solutions à leurs problèmes grâce notamment à la cohésion entre eux.

Néanmoins, ils identifient chaque pays individuellement à l'aide notamment de clichés : En ce qui concerne la **France**, Paris est la ville de l'amour et les asiatiques se marient volontiers là. Les français sont connus pour manger des baguettes et des crêpes. Par contre ils ne peuvent et ne veulent seulement parler que français.

Aznavour n'était pas juste un chanteur français, il restera un symbole de la chanson française dans le monde entier. Il est né dans une famille d'immigrants à Paris le 22 mai 1924 et est mort à l'âge de 94 ans comme une légende. Il a reçu la 2618^e étoile du Walk of Fame aux États-Unis et était considéré comme le « Frank Sinatra français ».

En **Allemagne** tous portent des « Dirndl » et des « pantalons en cuir » ou des chaussettes blanches avec des sandales. Ils boivent seulement de la bière et mangent des saucisses blanches avec de la choucroute. Les Allemands sont aussi connus pour leurs autoroutes qui n'ont aucune limitation de vitesse.

Trump et les Taxes :

Maintenant nous nous concentrons sur les menaces de Trump au sujet **des importations européennes** comme par exemple **le vin français** qui est devenu le troisième produit d'exportation français. On peut ainsi supposer que Trump veut nuire à l'économie d'autres pays à l'aide de taxes (les Américains ont acheté du vin français pour plus de 1,5 milliard d'Euros en 2017). Un autre élément intéressant à ce sujet est que le fils du président américain, Eric Trump, est propriétaire et exploitant de la Trump Winery.



Trump a aussi, comme pour chacun de ses problèmes, écrit un tweet sur ce thème le 13 novembre 2018 à 14:07.

« En matière commerciale, la France produit d'excellents vins, mais les Etats-Unis aussi. Le problème est que la France rend les choses très difficiles pour vendre du vin américain en France et impose de lourdes taxes douanières, alors que les Etats-Unis facilitent les choses pour le vin français et n'ont que des tarifs douaniers bas. Ce n'est pas juste, il faut que ça change ! »

On peut ainsi penser que Trump cherche à **provoquer la France** quand on sait que le vin est comme un symbole national pour ce pays. C'est la même chose en Allemagne avec la surtaxe annoncée sur les automobiles, qui pourrait devenir un grand problème pour les constructeurs allemands.

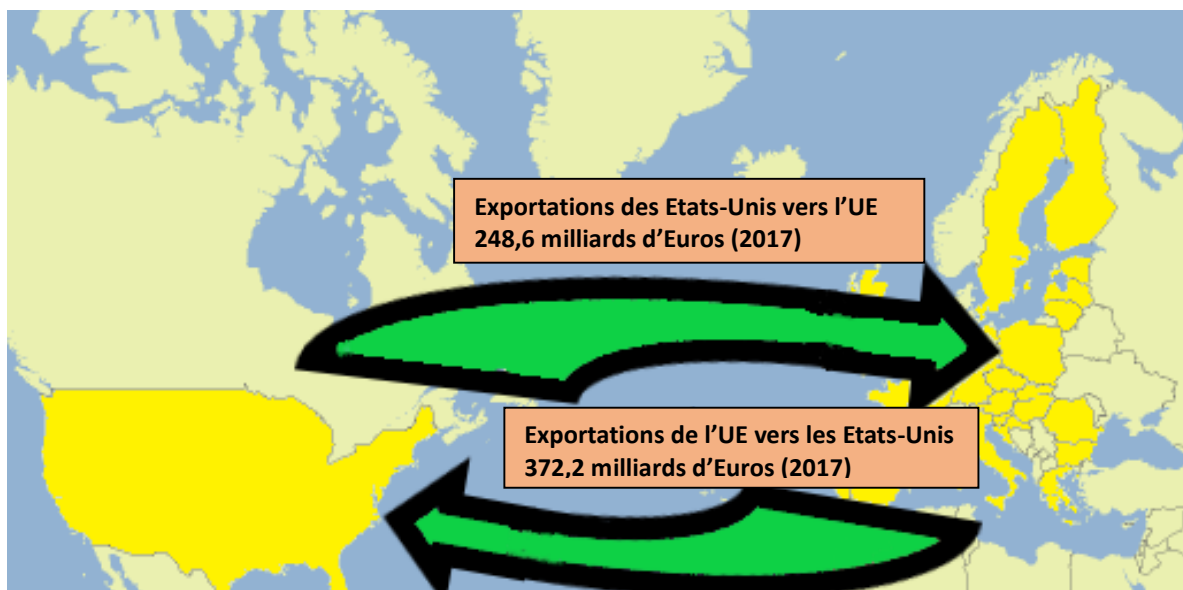
Pour quand la fin de l'alliance transatlantique ?

Quelles relations pour demain entre l'Union européenne, les Etats Unis et le Canada ?

Trump ne semble pas intéressé par la conversation entre Merkel et Macron. Peut-être doivent-ils se chercher un autre interlocuteur ?



Les tensions économiques entre l'Europe et les Etats-Unis



Les deux puissances économiques, à savoir les Etats-Unis et l'Union européenne, sont des partenaires depuis longtemps. Cette amitié a commencé après la Deuxième Guerre mondiale, la mise en place du **Plan Marshall** et les créations de la **CECA (1951)** et de la **CEE (1957)**. Les deux partenaires ont les mêmes buts : acheter, vendre, consommer, reconstruire l'économie... Par exemple, les Américains ont acheté des produits allemands d'une valeur de **111,5 milliards d'Euros** en 2017. **Aujourd'hui la relation devient cependant de plus en plus tumultueuse.** Une des causes est l'arrivée de **Donald Trump** à la Maison Blanche. Il veut en effet renforcer l'économie des Etats-Unis. Un problème économique pour les Américains est qu'ils importent plus de produits de l'Europe qu'ils n'en exportent. Ça cause **un déficit impressionnant de la balance commerciale !** Pour diminuer ce phénomène, le nouveau Président initie des **taxes** sur l'**acier** (+ 25 %) et l'**aluminium** (+ 10 %). De son côté, **l'Europe a réagi** avec des taxes sur le **Whisky**, les **jeans** et les **motos** comme Harley Davidson. Ce qui est intéressant c'est d'observer que tous ces produits sont fabriqués dans des Etats où les Républicains sont majoritaires.

Les Etats-Unis, un allié militaire ?

Les Etats-Unis sont une super puissance dans le domaine militaire. Comme beaucoup de pays européens, ils sont un membre de l'**OTAN** (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord créée en **1949**). On trouve encore aujourd'hui beaucoup de soldats américains présents en **Allemagne (autour de 35 000)**. Par ailleurs, les membres de l'OTAN se battent ensemble contre l'Etat islamique, les talibans et Al-Qaïda avec quelques succès.



Néanmoins, **Donald Trump** critique cette organisation. Le président des Etats-Unis veut que les autres pays membres contribuent davantage au budget pour assurer leur protection. Il pense que les **Etats-Unis payent beaucoup trop !** À cause de la politique de **Donald Trump**, 23 membres de l'Union européenne, dont la France et l'Allemagne, ont fondé une alliance militaire pour devenir plus indépendants : cette Alliance s'appelle **CSP**.

PESCO, en français **CSP** (Coopération structurée permanente)

Le but de cette alliance est de protéger l'Europe au niveau militaire. Ils veulent aussi développer des nouveaux chars, avions de guerre et drones.

Le Canada, un nouveau partenaire ?



AECG (Accord économique et commercial global **CETA en anglais**) *Traité économique entre le Canada et l'Union européenne qui était signé le 30 octobre 2016 par **Justin Trudeau** (Premier ministre canadien) et **Donald Tusk** (Président du Conseil européen)*

Comme la relation entre l'UE et les Etats-Unis devient de plus en plus difficile, les **Européens doivent chercher des nouveaux partenaires économiques**. Un partenaire pour l'avenir semble être le Canada. Il y a déjà un accord économique entre les parties. Cet accord s'appelle l'**AECG**. Le traité est provisoirement entré en vigueur le **21 09 2017**. Il y avait beaucoup de manifestations contre cet accord de libre-échange parce que les citoyens européens ne se sentent pas assez protégés.

Arguments en faveur de l'AECG	Arguments contre l'AECG
Moins de taxes	Les détails du contrat tout comme les négociations sont restés secrets
Augmentation des échanges européens avec une Europe qui devient donc plus dynamique économiquement	Des produits alimentaires canadiens, qui ne respectent pas les normes européennes, pourraient être importés (par exemple des OGM)
On estime les bénéfices de 400 à 500 millions d'Euros par an pour l'UE	Menace pour les entreprises européennes à cause de la concurrence et donc risque de destructions d'emplois
Partenaire de confiance	

La chronologie des relations entre l'Union européenne et les Etats-Unis

Dans l'histoire, il y eut des moments forts et des prises de distance. Avec la succession de différents présidents américains, les relations sont toujours en changement. Depuis



l'indépendance des Etats-Unis, ils ont toujours traité avec l'Europe. Mais les relations intenses ont surtout commencé après la Deuxième Guerre mondiale, quand les Américains ont contrôlé l'Ouest de l'Allemagne. A cause de ça, les Américains ont acquis beaucoup d'influence sur l'Europe. Ils ont gardé cette influence jusqu'à aujourd'hui.

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'économie des pays européens était dévastée. Pour restaurer une situation économique fiable, le ministre américain des affaires étrangères, George C. Marshall, a élaboré un plan, le **Plan Marshall**. Ce plan comporte des crédits mais aussi des matières premières, des marchandises de toutes sortes et des denrées alimentaires. Marshall obtint le Prix Nobel pour cette initiative.

Barack Obama, un soutien de l'Union européenne

Contrairement à Donald Trump, le président américain précédent, Barack Obama semblait beaucoup mieux disposé à l'égard de l'UE. Barack Obama était souvent en Europe et il a apprécié ce continent et l'Union européenne. Il pensait qu'une UE forte était aussi bonne pour les Etats-Unis du fait de leurs fortes relations commerciales.



Donald Trump, un eurosceptique

Comme nous l'avons déjà mentionné, Trump est contre l'UE. Selon lui, l'UE et l'OTAN profiteraient des Etats-Unis et l'économie américaine en souffrirait.

Le slogan principal de la politique de Donald Trump est « **America first** », *l'Amérique d'abord*, et il prétend que les autres pays comme la Chine, la Russie ou l'UE sont des ennemis économiques. Il a même déclaré : « Je pense que l'Union européenne est un ennemi avec ce qu'ils nous font dans le commerce ». Il attaquait en particulier l'Allemagne, parce que les Allemands achètent du pétrole aux Russes et ils construisent un gazoduc dans la mer baltique (Nord Stream 2). Dans la crise du *Brexit* Trump est en faveur d'une sortie *coriace*, très différente de son prédécesseur.

On peut enfin ajouter en conclusion que les relations avec l'Europe et la situation internationale semblent incertaines avec ce président.

Le Brexit

Pourquoi les britanniques sont-ils sortis de l'UE ?

On peut faire remonter les prémices de la construction européenne à 1951 et, 1992 est la date du début de l'Union Européenne. L'Angleterre est dans l'UE depuis **1973**, alors ils sont l'un des pays les plus âgés et ont beaucoup d'expérience avec le fonctionnement de cette organisation. Mais pourquoi sortir ? Quels sont leurs arguments ?

Le *Brexit* est très difficile pour l'Angleterre mais aussi pour l'UE et tous ses habitants. C'est toujours un thème important débattu et le centre de nombreuses discussions...

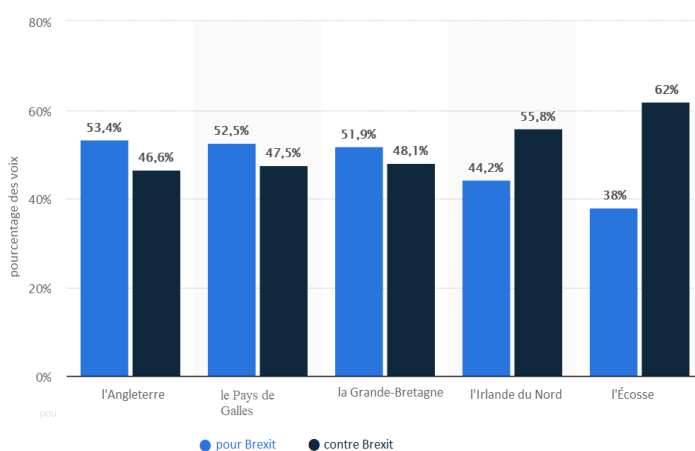
Alors ?!, est-ce que le *Brexit* est justifiable ou pas ? Pourquoi **51.89 %** ont voté pour ?

C'est le **23 Juin 2016** que l'Angleterre a voté ! C'était la fin pour la Grande-Bretagne dans l'Union Européenne. Pourquoi le « non » a été exprimé par plus de la moitié des électeurs ?

Le 29 Mars 2017 **Theresa May** a écrit un message et commencé la procédure de sortie de l'UE conforme à l'**article 50** du Traité sur l'Union européenne.

Elle est la première ministre de Royaume-Uni et c'est elle qui doit gérer l'après-référendum jusqu'à la fin du divorce.

<u>Pays</u>	<u>Habitants</u>
Angleterre	55.3 mio
Pays de Galles	3.1 mio
Irlande du Nord	1.8 mio
Écosse	5.3 mio
Total	66.5 mio



David Cameron et le Brexit :

David **Cameron** est la raison pour le *Brexit*. Dans le *Conservative Party* il y avait des conflits entre ses membres. De nombreux élus voulaient un *Brexit* depuis longtemps et Cameron leur a *offert*. Il a pensé que les britanniques allaient rester dans l'UE et que ce vote allait lui permettre de renforcer sa légitimité et de s'imposer dans son propre parti. CHOIX FATAL! David Cameron est l'un des grands perdants de ce vote. Le **13 Juin 2016** il a été contraint de démissionner de son poste de Premier ministre.

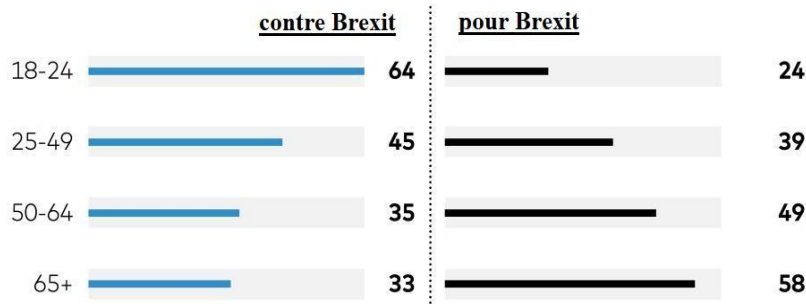
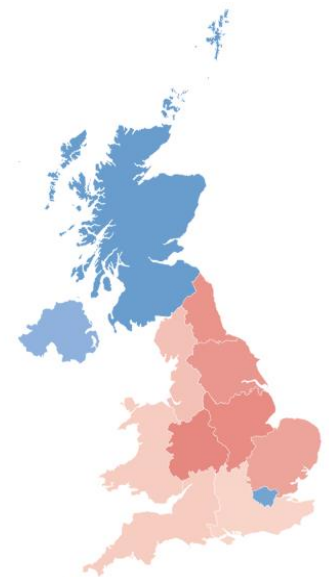


Le Brexit dans le détail :

Le *Brexit* était **une confrontation entre le Sud et le Nord et entre les jeunes et les moins jeunes**. En Écosse par exemple, plus de 62 % ont voté contre le *Brexit*. Dans le sud on a juste des comtés qui se sont exprimés pour la sortie et Londres est comme une petite île de *remain* dans un océan de *leave*.

Par ailleurs, **64 %** des jeunes de 18 à 24 ans ont voté contre le *Brexit*, tout comme **33 %** des personnes âgées. De l'autre côté on peut observer que **58 %** des plus âgés sont pour le *Brexit* mais seulement **24 %** des jeunes ont la même opinion. Ça veut dire que les jeunes voient plutôt leur futur dans l'UE et que la génération plus avancée leur *vole* cette possibilité.

pour Brexit
100%
80%
60%
40%
20%
0%



Les arguments des deux camps :

Le *Brexit* a des côtés positifs et négatifs pour les deux parties à savoir l'UE et la Grande-Bretagne. Mais lesquels ?

Des **nouvelles connections politiques et la liberté de choix concernant la politique commerciale** : « Quand nous sortirons de l'UE, quand nous abandonnerons l'UE, ça va nous libérer d'une grande multitude de règles inutiles qui freinent ce pays [...]. » (Boris Johnson). Ça montre qu'ils deviennent indépendants et libres dans leurs choix. Un objectif est par exemple de favoriser une relation avec la Chine mais on pense que la relation entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis va subir des dégâts. Le libre-échange dans l'UE a été important pour les économies britanniques et européennes. Les deux parties essuieront des pertes mais l'Angleterre certainement plus que l'Union, c'est comme l'expliquait Cameron : « Nous serons un pays plus pauvre ».

3 millions d'emplois ont directement été créés par la mise en place de cette politique économique de libre-échange et ces **jobs** sont menacés aujourd'hui. Le *Brexit* est un phénomène nouveau et on peut dire qu'il y a un ralentissement dans l'économie européenne mais que les entreprises se mobilisent. Elles doivent *réparer* cet affaiblissement des échanges... Peut-être que cette mobilisation des entreprises permettra de maintenir le rythme de la croissance économique ? On peut observer qu'il y a autant d'arguments des deux côtés et c'est difficile de trouver une fin à ce débat...



Un vote qui déchaîna les passions :

Jo Cox, une députée travailliste, mère de deux enfants a été assassinée pour ses convictions politiques. Anti-Brexit, elle a été poignardée le 16 Juin 2016. Elle succomba quelque temps après à l'hôpital. Cet événement envenima les débats dans tout le Royaume-Uni.



Vote en faveur du *Brexit* :

Après deux ans de négociations, le Royaume-Uni doit se retirer de l'UE le **29 mars 2019**. Afin de ratifier l'accord, un vote était prévu le 11. 12. 2018. Ça a été ensuite reporté, en raison d'une défaite probable du gouvernement, au 15. 01. 2019.



Le 15 janvier 2019, les membres de la Chambre des Communes ont voté sur l'accord du *Brexit* négocié par la Première ministre britannique Theresa May et l'Union européenne, après un report unique du vote. Comme prévu, les membres de la chambre basse du parlement ont voté contre par 432 voix contre 202 voix. Les raisons invoquées par les membres de la chambre basse du parlement étaient la situation de **la frontière entre l'Irlande du Nord et l'Irlande**. Les députés ont également accusé la Première ministre de ne pas en avoir fait assez pour obtenir un bon accord pour le Royaume-Uni. Le lendemain, un vote de défiance, mené par le chef de l'opposition britannique Jeremy Corbyn, contre le gouvernement a échoué. Theresa May et son gouvernement ont survécu à ce vote avec 325 voix pour elle et 306 voix contre elle.

Qui soutient et qui bloque ? :

Theresa May est la chef du parti conservateur (**Conservative Party**) et depuis le 13 Juillet 2016 la Première ministre du Royaume-Uni. Elle fait partie des Torys, qui soutiennent le conservatisme au Royaume-Uni avec une attitude qui tend avant tout à défendre les intérêts de la monarchie britannique.



Dans son propre parti, elle est confrontée aux Tory-Hardliner avec Jacob Rees-Mogg qui est son chef de file. Ils ne veulent pas de compromis mais un retrait radical de l'UE. Par ailleurs, les jusqu'au-boutistes veulent par exemple supprimer la liberté de voyager.

Beaucoup de députés, comme Theresa May, ne souhaitent pas au départ un retrait de l'Union européenne mais ils se sentent obligés par les résultats du **référendum** de 2016. Il y a aussi ceux qui veulent quitter l'Union mais en sollicitant le maintien d'une bonne relation car ils ont très peur d'un scénario avec un No-Deal.

Un partenaire gênant pour la première ministre est la **DUP** (Democratic Unionist Party) en Irlande du Nord. Depuis les nouvelles élections de 2017 la Conservative Party n'a plus la majorité absolue à la chambre basse et a besoin de la DUP pour faire passer des lois. Derrière chaque règlement spécial pour **l'Irlande du nord** la DUP voit la dégradation du Royaume-Uni avec l'Irlande du nord. Pour cela ils combattent l'accord. C'est aussi le point noir des négociations entre l'UE et le Royaume-Uni.

Michel Barnier, le négociateur de l'UE, explique qu'il n'existe plus de frontières entre l'Irlande et la province d'Irlande du Nord (un territoire appartenant au Royaume-Uni). Il explique qu'un possible rétablissement aurait des conséquences « pas seulement matérielles, mais aussi humaines et sociales » pour les habitants des deux pays. On voit que Theresa May a beaucoup de difficultés à remporter l'adhésion de la chambre basse qui est très divisée et à obtenir un retrait doux de l'UE.



La dispute :

Il n'y a pas de consensus sur la sortie, seulement des querelles. Il reste beaucoup de questions : comment on gère la frontière entre l'Irlande et l'Irlande du Nord, la seule connexion sur la terre ferme dans le futur ? Mais dans le parlement britannique tous ont des opinions contraires et rien ne bouge.

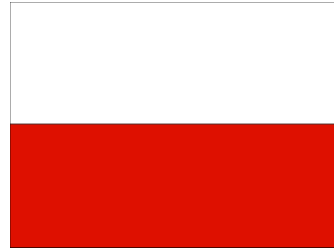
Par ailleurs, la décision définitive aura beaucoup d'influence sur **l'économie** britannique et européenne et c'est la raison pour laquelle on ne peut pas forcer un accord. Mais ils doivent néanmoins se dépêcher, parce qu'on peut déjà observer les premiers effets négatifs sur l'économie.



La Pologne dans l'Union européenne

Un choix opportuniste ou une adhésion sincère ?

Capitale: Varsovie
Superficie: 312 679 km²
Population: 37,98 Mio
Monnaie: Zloty
Chef d'Etat: Andrzej Duda
PIB: 424,3 Mrd €
IDH: 0,855



De l'amour à la haine...

Grâce à la candidature déposée par Waldemar Pawlak le 5 avril 1994, la Pologne a pu adhérer à l'Union européenne le 1er mai 2004, en même temps que neuf autres Etats lors de la première phase du cinquième élargissement. Ainsi elle a pu bénéficier de subventions financières versées par l'UE et participer à l'Histoire et à la culture du continent européen.

Le désamour

« La Pologne en a assez de l'Europe ! »

Lorsqu'elle a rejoint l'Union, on lui avait promis mondes et merveilles, et la Pologne s'était sans doute imaginé avoir un standard de vie semblable aux Italiens, aux Français, ou encore aux Allemands... Or, la réalité est tout autre. Ces derniers temps, le pays se retrouve secoué par un mouvement nationaliste profond, qui ne fait que prendre de l'ampleur depuis l'élection du parti Droit & Justice (PiS). Les relations entre l'Europe et la Pologne se dégradent... Bruxelles a même déclenché l'article 7 contre elle pour la toute première fois, estimant que les lois récemment mises en vigueur par le gouvernement polonais représentaient un risque de violation de l'Etat de droit.

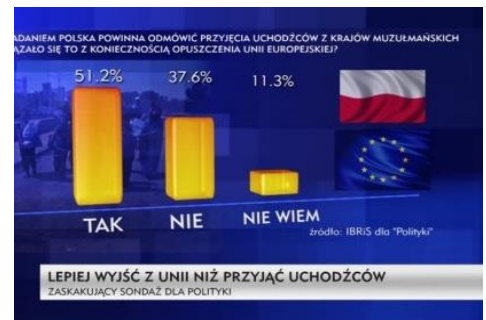


Coup dur pour la Pologne

La Pologne, comme la plupart des pays européens ayant des frontières à l'extérieur de l'Europe, refuse d'accueillir les migrants, ou du moins seulement ceux venant d'Europe de l'Est. Or, l'Europe a exigé des migrants qu'ils fassent leur demande d'asile dans le premier pays qui les accueille... La Pologne se retrouve donc submergée de migrants de toutes origines confondues : Syrie (18,5%), Kosovo (15,9%), Afghanistan (10%) ... Le pays n'est pas prêt à l'accueil de toutes ces personnes, et cet afflux massif a tendance à s'accroître...

Polexit

Récemment, la question du *Polexit* (une sortie de la Pologne de l'Union européenne) s'est posée au sein de la population polonaise, qui semble être plutôt mitigée sur le sujet... Les polonais ont en effet été déçus par l'Europe car toutes leurs attentes n'ont pas été comblées, même si la contribution de l'Europe pour la reconstruction du pays n'est pas négligeable. Également, de par son histoire mouvementée, la Pologne a du mal à accepter les règles que lui imposent l'Union et aimerait exister par elle-même...



Jarosław Kaczyński



- Président de la PiS
- Veut que la Pologne soit comme les pays de l'Ouest
- Veut que la Pologne reste dans l'Union seulement car c'est une importante ressource économique
- Restreint les droits de la démocratie
- Refuse d'accueillir les migrants

Agnieszka Holland



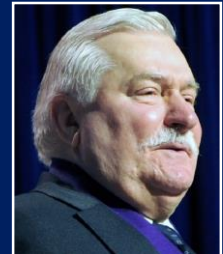
- Cinéaste polonaise
- Dit que la liberté de penser est exclue et que le nationalisme va dans le sens de la censure
- Pense que la démocratie fonctionne seulement si on respecte ses règles

Jacek Kurski



- Membre du PiS et chef de la télévision publique polonaise
- Fait de la propagande en faveur du PiS à la télévision

Lech Walesa



- Ex-Président
- L'Europe est la seule alternative possible et souhaitable
- Pense que le gouvernement ruine le pays avec les médias et les réformes judiciaires
- Dit que l'Etat polonais ment et qu'ils ont enfreint la Constitution

 Pro-européens

 Anti-européens



La Pologne est une nation sûre d'elle-même avec une histoire mouvementée, déchirée entre les forces géopolitiques de l'Ouest et de l'Est. 1000 ans d'histoire relient le pays au continent européen. Bien que la Pologne soit fortement influencée par ses traditions rurales, le changement bat son plein : il faut abandonner l'agriculture au profit d'une société de services.

L'histoire de la Pologne

Un pays entre plusieurs grandes puissances

En raison de sa situation géographique entre les grands Etats que sont l'Allemagne et la Russie, la Pologne a traversé beaucoup de difficultés : changements de frontières, guerres et jeux de pouvoir.

En 1772, l'État polonais disparaît pour longtemps de la carte de l'Europe à cause de sa première division. A ce moment, la Pologne est sous l'influence de la Russie. L'Allemagne a profité de l'agitation dans le pays et a donc occupé certaines parties de son territoire.

Alors, la Prusse propose à la tsarine polonaise, Catherine II de diviser le territoire en plusieurs parties. S'ensuit un contrat entre les deux négociateurs.

La Pologne est le premier pays d'Europe qui a adopté une constitution libre après le déclenchement de la Révolution française.

La noblesse polonaise se sent privée de son pouvoir et demande l'aide de la tsarine Catherine II. Ensuite, la guerre russo-polonaise de 1792 se termine avec la deuxième division du pays.

La Prusse et la Russie signent une nouvelle fois des contrats. En réponse, les Polonais réagissent avec un soulèvement national. La Russie, la Prusse et l'Autriche y voient une bonne opportunité pour diviser complètement la Pologne entre eux.

L'État polonais cesse d'exister à nouveau.

La Deuxième Guerre mondiale



« Un État polonais indépendant doit être créé... », déclarait Wilson, le président des États-Unis, en 1918 sur la réorganisation de l'Europe après la Première Guerre mondiale. La même année, la république de Pologne est proclamée.

Le nouvel État n'avait ni de frontières fixes, ni d'armée. Mais le pacte entre Hitler et Staline de 1939 prévoit à nouveau la division de la Pologne et le 1^{er} septembre les Allemands envahirent le pays. Par la suite, la population juive de la Pologne fut presque complètement éliminée.



En raison des oppositions du peuple polonais après la Deuxième Guerre mondiale, la Russie prend le contrôle de la Pologne avec le « Comité du Lubin » et ainsi commence l'application du « communisme-stalinisme ».

Mais quand le Mur de Berlin tombe, l'ère socialiste se termine également en Pologne.

En 1990, **Lech Walesa** devient président de la république et un an plus tard les premières élections législatives libres sont organisées.

Aujourd'hui

On peut observer que la Pologne est très affectée par les grèves : la dernière grande grève était orchestrée pendant la guerre froide par l'opposition « Solidarność », qui a aussi participé grandement à la fin du communisme et du socialisme. Aujourd'hui la Pologne est très active dans le monde et en Europe. Après son entrée dans l'OTAN en 1994, elle est aussi entrée dans l'UE en 2004.

Malgré son développement positif, elle garde une économie faible. Le PIB n'est pas très élevé et il y a aussi plus de 30 % de sans-emplois en dehors des villes. On peut argumenter, en observant cette situation, que la Pologne a surtout adhéré à l'Union européenne pour son soutien financier et non pas, comme prévu, pour la démocratisation du pays.

Néanmoins beaucoup d'habitants ne sont pas satisfaits avec l'UE. Au contraire, ils deviennent de plus en plus eurosceptiques et nationalistes. On peut voir ça dans les résultats aux différentes élections. Les partis nationalistes et populistes, comme la « PiS », gagnent de plus en plus de votes.

Les volontés de changements constitutionnels sont souvent contrariées par le parlement européen. En plus l'UE critique plusieurs actions de la Pologne, comme par exemple l'évolution du système judiciaire. La volonté de sortir de l'UE, le « Polesxit », prend de plus en plus d'ampleur chez les citoyens. Une enquête de 2017 montre très bien ce phénomène : plus de 50% souhaiteraient un « Polesxit » et ne sont plus contents des relations entre la Pologne et l'UE.



Tentons un peu de fiction :

« La Pologne en 2050 »

Concernant les relations entre la Pologne et l'UE, la situation actuelle offre deux alternatives et donc deux prévisions pour l'avenir.

D'une part, les experts et politiciens pourraient convaincre la population polonaise de poursuivre leur coopération avec l'UE.

D'autre part, la majorité des voix lors d'un hypothétique référendum pourrait se tourner vers l'autre côté de la conviction politique.

Bien que cela soit peu probable, les Polonais souffriraient non seulement de la perte de nombreuses subventions de l'UE mais aussi d'une crise économique due à la dépréciation de leur zloty. L'économie polonaise est fortement dépendante des entreprises et de l'argent de l'UE dans tous les secteurs, à l'exception peut-être de l'agriculture.

En raison d'une population rurale fortement conservatrice, la Pologne a réussi à maintenir son agriculture sans trop de subventions et est devenue écologiquement indépendante.

Néanmoins, les grandes entreprises allemandes, garderaient leurs sièges au sein de l'UE, dont la Pologne ne ferait plus partie, et ça provoquerait un affaiblissement considérable de l'économie polonaise.



Toutefois, si la Pologne ne suit pas l'exemple des Britanniques, elle continuera de conserver ses *droits* et *privileges*. Néanmoins, elle devra quand même s'habituer aux obligations d'un Etat membre de l'Union européenne. Il y a quelques mois par exemple, l'EU a lancé une procédure juridique contre la déforestation d'une forêt polonaise.

Par ailleurs, elle restera probablement l'un des piliers les plus importants de l'OTAN en Europe de l'Est et continuera de bénéficier de sa protection contre la Russie.

Une conséquence possible de son départ de l'UE serait un risque d'extrême dépendance à l'OTAN car la Pologne est géographiquement bien placée pour stocker des missiles de défense de l'OTAN ; par ailleurs, du fait de son interprétation souvent trop légère des droits de l'homme elle sera très utile pour les prisons secrètes de la CIA (« Black Sites »).

La montée des nationalismes en Europe

Le nombre des partis nationalistes en Europe est en pleine augmentation. De plus en plus de pays en Europe ont des chefs de gouvernement d'extrême droite et les partis de droite deviennent de plus en plus populaires chaque jour.

Quels liens peut-on établir entre nationalisme et populisme ?

Leurs programmes se ressemblent beaucoup et comportent bien souvent les mêmes thèmes. En plus, les nationalistes des différents pays deviennent de plus en plus des « nationalistes internationaux ». Mais est-ce possible qu'ils arrivent à travailler tous ensemble ?

En FRANCE

Le **Rassemblement National** (RN)

Le « Rassemblement National » (ou RN) a été fondé en 2018 à Nanterre. Au départ (1972), ce parti portait le nom de *Front National* (FN). La présidente actuelle du *Rassemblement National* est **Marine Le Pen**. Ils ont 15 députés au parlement européen. Leur programme est centré sur des thèmes nationalistes, populistes et extrémistes. Ils sont favorables au protectionnisme et ils sont très sceptiques au sujet de la construction européenne. Aux dernières élections en 2017 le *Rassemblement National* a eu 13,20 % des suffrages en France.

Aux PAYS BAS

Le **Partij voor de Vrijheid** (PVV)

La « *Partij voor de Vrijheid* » (PVV) a été fondé en 2006 à Venlo. Le président est **Geert Wilders**. La PVV a quatre députés au parlement européen. Leur programme est axé sur des thèmes nationalistes, populistes et islamophobes. Ils sont très critiques à l'égard de l'Europe. Aux dernières élections en 2017 la PVV a eu 13 % des votes aux Pays-Bas.

M1



En ALLEMAGNE

L'**Alternative für Deutschland** (AfD)

L'« *Alternative für Deutschland* » (AfD) a été fondée en 2013 à Berlin. Leurs présidents sont **Jörg Meuthen** et **Alexander Gauland**. L'AfD a un député au parlement européen. Leur programme est centré sur des préoccupations nationalistes et extrémistes. Ils sont également antiféministes et très critiques contre le système européen. Aux dernières élections en 2017 l'AfD a fait un score de 12,6 %.

En ITALIE

La **Lega Nord per l'indipendenza della Padania** (LN) ou simplement la **Lega** depuis 2018

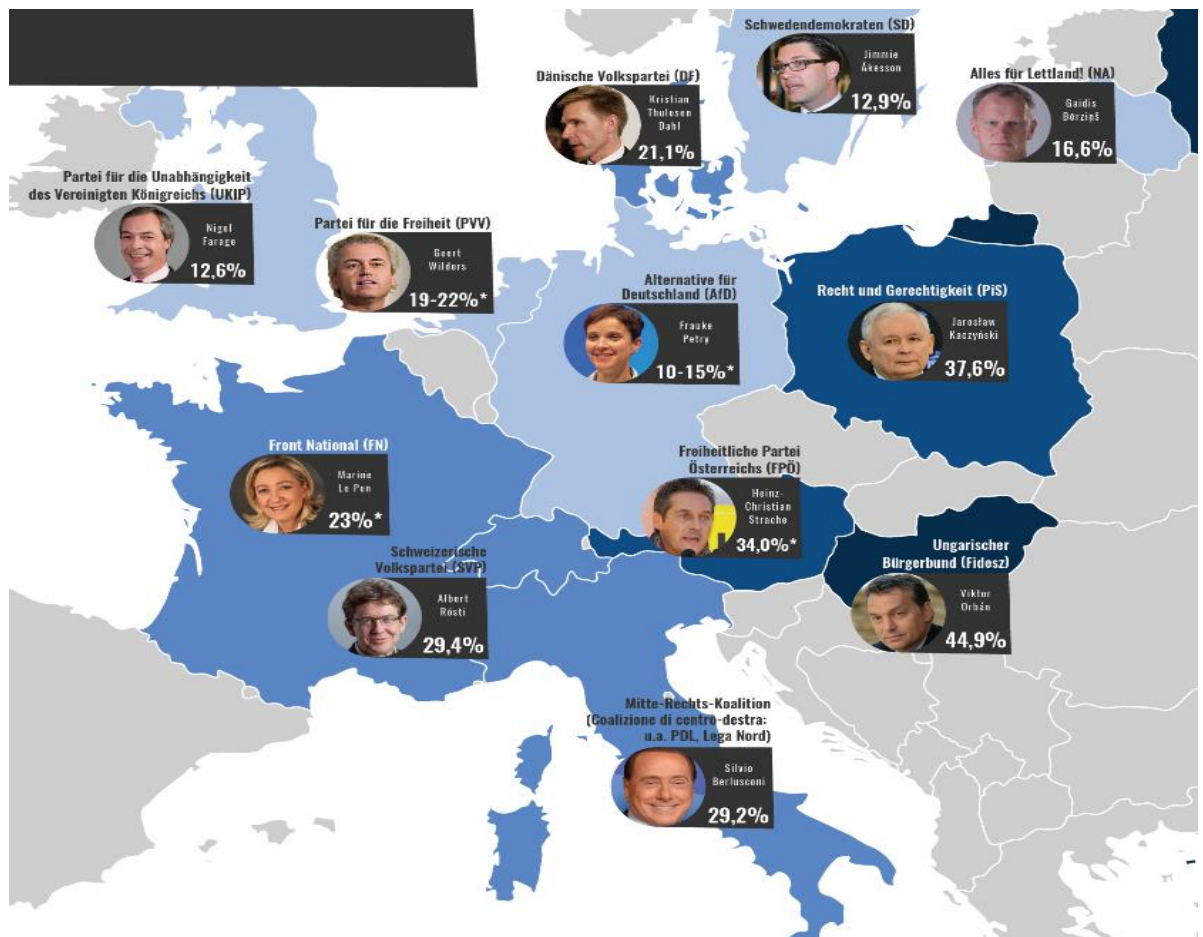
La « *Lega Nord per l'indipendenza della Padania* » a été fondée en 1989. Les deux présidents de la Lega Nord sont **Umberto Bossi** et **Matteo Salvini**. Ils ont cinq députés dans le parlement européen. Leur programme comporte des thèmes nationalistes et populistes. Ils sont contre la construction européenne. Aux élections en 2018 la Lega Nord a eu 17,7 % des voix en Italie.

M1 : Cette photographie a été prise en 2017. On y voit **Frauke Petry** (Allemagne), **Marine Le Pen** (France), **Matteo Salvini** (Italie) et **Geert Wilders** (Pays-Bas).

Cette photographie qui réunit plusieurs politiciens d'extrême droite est un phénomène. Si on pense à des politiciens nationalistes, on pense à des personnes qui ne veulent pas coopérer avec d'autres pays ; à des politiciens qui considèrent que leur pays est le meilleur et en danger à cause des autres. Cette photographie montre les conséquences de la montée des populismes en Europe. Ces nationalistes deviennent des *nationalistes internationaux*.

M2 : Les partis nationalistes et d'extrême droite les plus populaires en Europe.

(Document tiré d'un sondage de 2016).
<https://katapult-magazin.de/de/artikel/artikel/fulltext/zurueck-ins-19-jahrhundert/>



Les Nationalistes au sein du Parlement européen

Aujourd'hui les partis nationalistes en Europe ont tendance à travailler de plus en plus ensemble et le Parlement européen est pour eux l'endroit idéal.

Là-bas, les nationalistes ont la possibilité d'avoir un impact politique important et donc une plus grande force politique.

Dans ce but, ils ont fondé en 2015 un groupe politique nommé « **Europe des Nations et des Libertés** » et un peu plus tôt l'« **Europe de la liberté et de la démocratie direct** ».

Néanmoins, leur coopération n'est jamais vraiment systématique. Ainsi, on peut penser que ces groupes portent en eux même une contradiction insoluble. Comment des partis qui défendent avant tout leurs intérêts nationaux et sont donc par définition concurrents et donc opposants peuvent-ils s'entendre ?

Néanmoins, si on regarde les différents programmes on voit énormément de similitudes. Presque tous les nationalistes veulent s'opposer au **politiquement correct** et à l'**Establishment**. Par ailleurs, ils s'opposent aux dialogues des peuples et à la supposée **islamisation** de nos sociétés.

Avec les **médias sociaux**, les nationalistes diffusent et popularisent leurs idées partout dans le monde. Comme ça, d'autres nationalistes peuvent copier leurs idées et leurs programmes. Ils se ressemblent donc de plus en plus. Leurs revendications sont très globales et peuvent être facilement copiées par d'autres politiciens. Un exemple est l'affirmation de l'islamisation de l'Occident chrétien.

Ainsi ces partis ont pris conscience qu'ils avaient besoin d'alliés, notamment au sein du Parlement européen, pour se faire davantage entendre.

Le Parlement européen comprend au total 751 sièges. La fraction du groupe **Europe des Nations et des Libertés** (ou **ENF**) est un groupe nationaliste au sein du Parlement. Ils regroupent 35 députés.

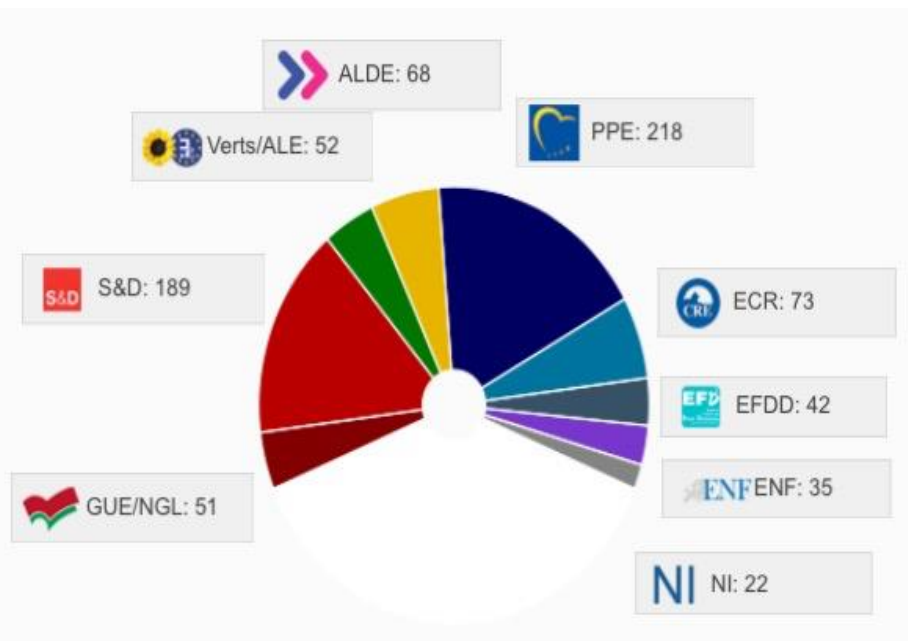
Ce groupe de l'ENF comprend des élus de la France (16), des Pays-Bas (4), du Royaume-Uni (1), de la Pologne (2), de l'Autriche (4), de la Belgique (1), de l'Italie (6) et de l'Allemagne (1).

L'Allemagne est représentée par Marcus Pretzell du *blaue Partei*, qui est aussi un parti situé à droite sur l'échiquier politique.

Mais on trouve également des politiciens de l'extrême droite dans le groupe des **Non-inscrits** ou **NI** sur le schéma. Par exemple Jean-Marie Le Pen et Bruno Gollnisch du *Rassemblement National* en France, Udo Voigt de la *Nationaldemokratischen Partei* en Allemagne et Zoltan Balczó de la *Jobbik Magyarországért Mozgalom* en Hongrie.

On peut également observer un troisième groupe au sein du Parlement européen composé de 42 membres et qui comprend plusieurs nationalistes. Ils viennent pour la plupart du Royaume-Uni (19) mais aussi de la France (5), de la Pologne (1), de la Lituanie (1), de l'Italie (14), de la République tchèque (1) et de l'Allemagne (1) et se réunissent sous le nom de **Groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe** (EFDD). L'Allemagne y est représentée par Jörg Meuthen de l'AfD.

Ce sont surtout la France et le Royaume-Uni qui ont beaucoup de députés au sein de l'ENF et de l'EFDD.



Les élections européennes de mai 2019

Les prochaines élections pour renouveler les députés du Parlement européen auront lieu du 23 au 26 mai prochains. Les citoyens européens pourront choisir 705 eurodéputés (le chiffre est à la baisse du fait du *Brexit*). Les fractions nationalistes risquent de perdre beaucoup de leurs membres à cause du *Brexit*.

Au sein de ces groupes, beaucoup de leurs membres prennent parfois leurs distances et il ne reste surtout que des membres de l'AfD et de la TT (Tvarka ir teisingumas) qui sont encore dans l'EFDD. Pour l'ENF Matteo Salvini est le candidat tête de liste.

Le pronostic pour la prochaine élection européenne ne semble pas montrer une grande vague nationaliste. Il y aura bien évidemment des partis d'extrême droite mais ils peuvent perdre plusieurs sièges à cause du *Brexit*. Par ailleurs, ça ne semble actuellement pas réaliste que différentes fractions d'extrême droite arrivent à fonder un groupe très solide et majoritaire au sein du Parlement.

Existe-t-il une fracture entre l'Est et l'Ouest de l'Union européenne ?

Différences et points communs

Au niveau politique

En Europe de l'Est on trouve plus de nationalistes que dans les autres parties de l'Europe. Durant le conflit entre l'Est et l'Ouest, les Etats socialistes ont souvent réprimé les conflits intérieurs. Mais les tensions continuèrent après la chute du bloc de l'Est et la libéralisation des relations politiques. Si on reprend le cours de l'histoire, on peut dire que les pays de l'Est ont eu des mauvaises expériences avec l'Union soviétique, l'Empire Ottoman, les Habsbourg et les Prussiens. Après 1990, ils ont ainsi eu peur d'un nouveau pouvoir supranational. Ce fait a été facilement instrumentalisé par les nationalistes, populistes et ennemis de l'Union européenne. Actuellement, les démocraties fortes de l'Ouest tentent de stopper la montée des nationalismes en Europe de l'Est avec des pressions politiques. Mais ils ont aussi leurs problèmes avec des partis nationalistes et populistes qui gagnent de plus en plus d'influence. Les populistes de l'Ouest attirent avec d'autres thèmes que ceux de l'Est : leur thème principal est l'immigration, comme on peut le voir avec l'exemple de Salvini en Italie qui veut une ligne très dure contre les migrants.

		2015	2016
Pays de l'Europe de l'Ouest	Allemagne	1.543	1.029
	France	364	378
	Italie	280	300
Pays de l'Europe de l'Est	Pologne	218	208
	République tchèque	30	64
	Hongrie	58	53
Comme on peut le voir sur ce tableau, les immigrants préfèrent aller dans les pays plus riches de l'Ouest			

Au niveau économique

En Europe de l'Est on retrouve toujours les conséquences du soviétisme.

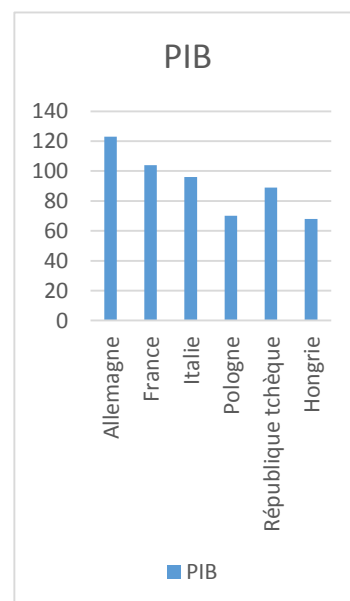
Taux de chômage en %
Juillet 2018

Allemagne	3,4
République tchèque	2,3
Italie	10,4
Pologne	3,5
France	9,2
Hongrie	3,6

Dans quelques régions, l'économie planifiée a favorisé des entreprises qui ont fonctionné dans ce type de système économique. Après l'élargissement vers l'Est de l'UE en **2004 (EU-Osterweiterung)**, les pays de l'Est ont eu des doutes parce que le boom promis par l'EU n'a pas eu lieu. Par ailleurs, les négociations d'adhésion ont duré très longtemps.

Ces pays ont adhéré à l'EU principalement à cause de la possible amélioration de leur situation économique et de la protection contre la Russie.

On voit que le taux de chômage dans les pays de l'Est est moins élevé que dans plusieurs Etats de l'Ouest. Le *boom économique* à l'Est aurait donc semble-t-il bien eu lieu.



Une comparaison entre l'Allemagne et la République tchèque, deux pays représentatifs de leurs régions respectives

Au niveau économique

	Allemagne	République tchèque
Total des exportations en \$	1,25 Bill.	152 Mrd.
Les plus importants biens d'exportation en \$	Voitures : 154 Mrd. Pièces de rechange : 58,1 Mrd. Médicaments préemballés : 50,5 Mrd.	Voitures : 18,4 Mrd. Pièces de rechange : 11,8 Mrd. Ordinateurs : 7,21 Mrd.

	Allemagne	République tchèque
Total des importations en \$	973 Mrd.	140 Mrd.
Les plus importants biens d'importation en \$	Voitures : 52,3 Mrd. Pièces de rechange : 37,6 Mrd. Médicaments préemballés : 25,5 Mrd.	Pièces de rechange : 8,58 Mrd. Ordinateurs : 6,51 Mrd. Voitures : 3,89 Mrd.

Quand on compare les deux tableaux, on peut voir que les niveaux des importations et des exportations sont très différents.

Au niveau politique

Au niveau politique, en République tchèque, il apparaît que les Tchèques ont plus de problèmes avec les populistes, que chez nous à l'Ouest. Le parti populisme **ANO** n'est ni de gauche ni de droite. Son fondateur est l'entrepreneur Andrej Babiš. Le parti a remporté récemment des élections avec à peu près 30 %.

Néanmoins, on doit observer qu'on trouve un développement similaire en Allemagne aujourd'hui. Le parti de l'AfD (droite-populiste) est devenu la troisième force la plus puissante au Bundestag.

Qu'est-ce que l'UE a apporté à l'Europe de l'Est ?

- **Des avancées démocratiques**

Quand les pays de l'Est de l'Europe ont adhéré à l'UE, il y avait beaucoup de **réformes** que ces pays devaient accomplir. Mais aujourd'hui beaucoup de **ces pays prennent leurs distances avec les exigences de l'Union européenne**.

L'UE explique qu'elle cherche à combattre les nationalismes, mais sans grands résultats. **La démocratie semble en recul**. Un exemple est **la censure de la presse** par Viktor Orbán en Hongrie. On trouve le même phénomène en Serbie, un pays actuellement situé en dehors de l'UE. Cependant, **la population hongroise a manifesté contre ce type de mesures**. Le président hongrois ne semble pas enclin à ce que sa population ait le même mode de vie que celles de la plupart des pays de l'Ouest. Il prend ainsi en otage ses concitoyens.

A cause de cette politique, **les Hongrois se réunissent et manifestent pour défendre leurs droits** et pour la mise en place d'une société libérale fondée sur les valeurs européennes. Ils ont ainsi formé un cœur autour du mot « civil ». Devant ce terme on peut également lire le mot « Budapest » en noir et blanc, qui représente les intérêts divergents de la population et de Viktor Orbán. La manifestation avait été organisée par l'*Open Society Foundation*, qui a été fondée par le milliardaire américain George Soros.

Plus généralement, on constate aujourd'hui que **les gouvernements polonais et hongrois sont en conflit avec l'Union européenne**. Bruxelles considère à juste titre que la démocratie et l'Etat de droit sont en danger dans ces deux États. La Pologne et la Hongrie rejettent les critiques et font référence à leur souveraineté nationale. Les gouvernements se considèrent comme démocratiquement légitimes. **Budapest** et **Varsovie** estiment que l'intégration européenne va trop loin et elles plaident en faveur d'**un renforcement des États-nations au sein de l'UE**.



<https://www.handelsblatt.com/images/ungarn/19793076/3-format2020.jpg>

- **Un boom économique**

L'élargissement de l'UE vers l'Est en 2004 a attiré un grand nombre d'investisseurs étrangers dans les nouveaux pays membres, qui ont attendu une amélioration de leur situation économique.

Ils ont créé des nouvelles structures de production, des entreprises et acheté des entreprises déjà existantes. Pour la plupart des investisseurs cela a vraiment porté ses fruits car le développement économique des pays de l'Est est devenu bien par rapport à la situation d'avant 2004.

Les nouveaux États membres ont maintenant sensiblement réduit leur écart au niveau de revenu national brut (RNB) par rapport à l'*Europe des 15* : **Alors qu'en 1993, leur RNB/habitant représentait 41 % de celui de l'UE des 15, il est aujourd'hui de 61 %**. L'*Europe des 15* correspond aux 15 États membres qui avaient adhéré avant avril 2004.

Par ailleurs, l'augmentation de la pression concurrentielle attendue par de nombreuses entreprises allemandes ne s'est pas manifestée, tout comme l'augmentation attendue de l'immigration en provenance de l'Est, même si une partie de cette population qui est utilisée par plusieurs entreprises de l'Ouest les rend beaucoup plus compétitives.

Un des objectifs de l'UE est le développement de l'économie. **Il y a dix ans, l'économie hongroise traversait une grave crise** : le pays était au bord de l'insolvabilité. Cependant depuis des années, l'économie a recommencé à croître. D'autres indicateurs montrent également une évolution positive.

La comparaison entre la Pologne et la République tchèque révèle toutefois que la Hongrie doit son essor principalement à la bonne évolution de l'économie mondiale. **Le pays bénéficie également de fonds conséquents de l'UE**. Toutefois, la dette publique reste élevée et le pays reste donc très vulnérable aux crises. Par ailleurs, **l'imprévisibilité du gouvernement nuit gravement à la compétitivité de la Hongrie**.

Quelles frontières pour l'Union européenne ?

Bien que l'Europe soit géographiquement un sous-continent qui forme avec l'Asie l'Eurasie, elle est considérée historiquement, culturellement, politiquement, économiquement et juridiquement comme un continent indépendant.

L'Europe compte plus de 700 millions d'habitants sur une superficie de 10,5 millions de km².

L'Union européenne en particulier est une alliance importante pour l'Europe.

Depuis son origine l'UE s'est progressivement élargie pour compter en son sein 28 Etats membres (bientôt 27).

Plusieurs questions peuvent alors se poser :

Jusqu'où pouvons-nous étendre l'Union Européenne ?

Où se situent ses limites ?

L'Europe doit-elle avoir des frontières naturelles ou doit-elle être une entité avec un patrimoine culturel qui lui soit propre ?

Il s'agit d'un endroit où le christianisme a toujours prévalu historiquement. L'Eglise a été à la base de son fonctionnement et de ses principes éthiques et juridiques. Cette institution religieuse a diffusé le savoir traditionnel de l'Antiquité et a donné des orientations pour une action pratique dans la vie quotidienne. Elle a grandement influencé le développement de la philosophie et de la vie politique de ce continent.

Si on prolonge le raisonnement, l'Europe serait un état d'esprit qui a été façonné par les Lumières et les idées de l'Etat et de la société qui en ont découlé.

La Révolution française a eu lieu en Europe et les valeurs véhiculées par cet événement restent un fondement universellement reconnu.

Dans le contexte de la mondialisation et dans le domaine économique, *l'économie sociale de marché* est un produit européen qui comprend la redistribution, la prise en charge des plus faibles et la prise en charge de tous les citoyens en particulier ceux en difficulté. Là où ces principes sont garantis, il y a l'Europe.

L'Europe ne semble donc pas limitée par des frontières géographiques, mais les pays membres partagent des modes de pensée, des mémoires et des valeurs telles que la pensée humaniste, la rationalité, la laïcité, l'Etat de droit, la démocratie et les droits humains.

N'est-ce pas l'Union européenne qui a reçu le Prix Nobel de la paix en 2012 ?

Sa frontière serait ainsi limitée par des principes. En effet, si certaines valeurs ne sont pas respectées, il est alors impossible d'y adhérer.

La Turquie et l'Union européenne



Par leurs situations géographique, culturelle et historique, la Turquie et les pays de l'Union européenne sont liés. Depuis longtemps, les politiciens européens et les politiciens turcs discutent pour savoir si la Turquie doit devenir un membre de l'UE ou pas.

Pour répondre à cette question il conviendra tout d'abord de s'intéresser aux avantages de cette possible adhésion. Puis, dans un second temps nous nous concentrerons sur les désavantages qui auront une influence sur l'UE, la Turquie et le monde.

Avec une surface de 780 000 km² et une population de 80,8 millions d'habitants, **cette puissance régionale au Proche-Orient forme géographiquement et culturellement un pont entre l'Europe et l'Orient.**

Comme la Turquie est une puissance dans une partie du monde où a lieu de nombreux conflits, en cas d'adhésion, l'Union européenne pourra tenter de davantage contrôler et maîtriser la situation et ainsi empêcher des conflits et des guerres dans cette région du monde comme par exemple **les tensions avec Chypre et les Kurdes.**

Un autre avantage pour l'économie est que le PIB de la Turquie croît chaque année en moyenne de 3,5 %. Ça signifie que le PIB global de l'UE augmentera. Par ailleurs, si la Turquie devait adhérer, cela signifierait également que l'UE et son Parlement pourraient contrôler **le respect des droits de l'homme mais aussi des droits des femmes et de la presse.**



Policiers turcs qui ont recourt à la force contre la population civile.

Certes la Turquie se développe dans le domaine social, néanmoins le gouvernement turc a cessé depuis de nombreuses années d'harmoniser ses lois, surtout dans le domaine des droits de l'homme, avec celles de l'Union européenne.

Économiquement, l'adhésion de la Turquie peut également avoir des inconvénients : En 2030, la Turquie aura 80 millions d'habitants ; autant que l'Allemagne et pourtant la Turquie est plus pauvre avec un PIB de 13 000 €, ce qui correspond seulement à 1/10 de celui de l'Allemagne.

Cet argument est déterminant car l'UE devra certainement verser au minimum 15 à 30 milliards d'€ chaque année afin de compenser les déficits de la Turquie.

Par ailleurs, une éventuelle adhésion ne rapporterait-elle pas surtout des avantages à la Turquie plutôt qu'à l'UE ?

Quoi que !

La Turquie a-t-elle un réel avantage géopolitique à tirer d'une adhésion ? N'a-t-elle pas un rôle d'*électron libre* et une liberté totale de parole dans sa région environnante alors qu'une adhésion à l'UE l'inscrirait de fait dans un camp.

